

## AUTORISATION DU REPRESENTANT LEGAL Année scolaire 2024-2025

Allocation en faveur des lycéens de la voie professionnelle dans le cadre de la valorisation des périodes de formation en milieu professionnel

Je soussigné (e) (Nom, prénom) :

Représentant légal de l'élève mineur :

Né(e) le \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_

Inscrit au lycée **Emile Combes à Pons**

En classe de \_\_\_\_\_

Autorise ce(tte) dernier(e) à bénéficier de l'allocation en faveur des lycéens professionnels dans le cadre de la valorisation des périodes de formation en milieu professionnel.

Conformément à l'arrêté du 11 août 2023 et du décret n°2023-765 du 11 août 2023 déterminant les montants et les conditions de versement de l'allocation aux lycéens de la voie professionnelle engagés dans des périodes de formation en milieu professionnel, je confirme mon choix que cette allocation soit versée sur :

- Le compte bancaire de (Nom, prénoms de l'élève) en tant que bénéficiaire direct de l'aide (joindre RIB)
- Mon compte bancaire en tant que représentant légal (joindre RIB)

**Cette autorisation doit être accompagnée d'une copie de la pièce prouvant le lien entre le représentant légal et l'élève mineur ci-dessus mentionné (livret de famille, ...).**

En conformité avec ce choix, je :

- Certifie que les coordonnées bancaires transmises à l'établissement dont dépend (Nom, prénoms de l'élève) sont exactes ;
- Demande et accepte que tous les versements relatifs à l'allocation susmentionnée soient réalisés sur ces coordonnées de paiement pour la période relative à l'année scolaire en cours.

En cas d'erreur ou de modification des coordonnées bancaires au cours de l'année, le bénéficiaire et son représentant légal s'engagent à en informer l'établissement dont le bénéficiaire dépend et à lui communiquer dans les plus brefs délais un nouveau relevé d'identité bancaire.

En cas de changement d'établissement dans l'année, une nouvelle autorisation du représentant légal doit être transmise au nouveau lycée d'accueil.

*Je reconnais être informé(e) des dispositions des articles 441-6 et 441-7 du Code pénal, ce dernier prévoyant " [...] qu'« est puni d'un an d'emprisonnement et de 15000 euros d'amende le fait : 1° D'établir une attestation ou un certificat faisant état de faits matériellement inexacts ; 2° De falsifier une attestation ou un certificat originairement sincère ; 3° De faire usage d'une attestation ou d'un certificat inexact ou falsifié. Les peines sont portées à trois ans d'emprisonnement et à 45 000 euros d'amende lorsque l'infraction est commise en vue de porter préjudice au Trésor public ou au patrimoine d'autrui. »*

Date et signature du représentant légal

# Documents pour l'allocation de PFMP 2024

	Elève mineur	Elève majeur
Allocation versée sur le compte bancaire du lycéen professionnel	<ul style="list-style-type: none"><li>• Pièce d'identité du lycéen</li><li>• RIB du compte bancaire</li><li>• Autorisation du représentant légal</li><li>• Document justifiant de la qualité du représentant légal</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Pièce d'identité du lycéen</li><li>• RIB du compte bancaire</li></ul>
Allocation versée sur le compte bancaire d'un représentant légal	<ul style="list-style-type: none"><li>• Pièce d'identité du lycéen</li><li>• Document justifiant de la qualité du représentant légal</li><li>• RIB du compte bancaire</li><li>• Pièce d'identité du titulaire du compte bancaire</li></ul>	

## Pièces d'identité acceptées :

- Carte nationale d'identité
- Passeport
- Carte d'invalidé de guerre
- Carte d'invalidé civil
- Preuve testimoniale (deux témoins)
- Quittance notariée

## Documents justifiant de la qualité de représentant légal :

- Livret de famille,
- Acte de naissance

Pour tous les autres cas (élève émancipé, élève sous tutelle ou curatelle, mineur non accompagné ou majeur sans papier), voir DDFPT.